



Revue de presse

Conférence de presse – Salon des

Maires

Novembre 2024

DOSSIER

REVUE DE PRESSE CONFÉRENCE DE PRESSE 20.11 SALON DES MAIRES

jeudi 21 novembre 2024

SOMMAIRE

21/11/2024

(34 articles)



mercredi 20
novembre 2024

Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires (696 mots)

Paris, 20 nov 2024 (AFP) - Opération mairie fermée , écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus...

Page 8



mercredi 20
novembre 2024

Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires (696 mots)

Paris, 20 nov 2024 (AFP) - Opération mairie fermée , écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus...

Page 10



mercredi 20
novembre 2024

Les associations d'élus font front commun contre un budget jugé insoutenable (378 mots)

Paris, 20 nov 2024 (AFP) - Les associations d'élus locaux ont réitéré mercredi, dans une rare conférence de presse commune organisée en marge du...

Page 12



mercredi 20
novembre 2024

Les associations d'élus font front commun contre un budget jugé insoutenable (378 mots)

Paris, 20 nov 2024 (AFP) - Les associations d'élus locaux ont réitéré mercredi, dans une rare conférence de presse commune organisée en marge du...

Page 14



mercredi 20
novembre 2024

Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires (762 mots)

Paris - Opération mairie fermée , écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais...

Page 16



mercredi 20
novembre 2024

Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires (726 mots)

Opération mairie fermée , écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été...

Page 19



mercredi 20
novembre 2024

Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires (791 mots)

Opération « mairie fermée » , écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été...

Page 22



mercredi 20
novembre 2024

Le 106ème Congrès des maires et présidents d'intercommunalités s'est ouvert dans un climat tendu entre les élus et l'exécutif (1843 mots)

Page 25

Le 106ème Congrès des maires et présidents d'intercommunalités s'est ouvert dans un climat tendu entre les élus et l'exécutif Le 106ème Congrès des...



mercredi 20
novembre 2024

PLF 2025 : le front uni du bloc communal contre les coupes budgétaires (1326 mots)

Page 28

PLF 2025 : le front uni du bloc communal contre les coupes budgétaires Congrès des maires 2024 À la veille du discours du Premier ministre, Michel...



mercredi 20
novembre 2024

lagazettefrance.fr Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires (795 mots)

Page 32

Opération mairie fermée , écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été...



mercredi 20
novembre 2024

French mayors' congress rejects €11 billion budget cuts slated for 2025 (446 mots)

Page 35

In a rare joint press conference on the side-lines of the 106th Congress of Mayors, local councillor associations reiterated their strong opposition...



mercredi 20
novembre 2024

Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires (697 mots)

Page 37

Paris (AFP) - Opération mairie fermée , écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a...



mercredi 20
novembre 2024

www.boursorama.com Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires (763 mots)

Page 40

Opération mairie fermée , écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été...



mercredi 20
novembre 2024

Le 106ème Congrès des maires et présidents d'intercommunalités s'est ouvert dans un climat tendu entre les élus et l'exécutif (996 mots)

Page 43

Le 106ème Congrès des maires et présidents d'intercommunalités s'est ouvert dans un climat tendu entre les élus et l'exécutif Le 106ème Congrès des...



mercredi 20
novembre 2024

Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires (740 mots)

Page 45

Opération mairie fermée , écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été...

**Congrès des maires : "Restaurons la confiance",
motion commune des associations du bloc
communal** (2161 mots)

Page 48

L'Association des maires de France et présidents
d'intercommunalités, l' Association des petites Villes de France
• Missions : - fédérer les petites...



**fr.news.yahoo.com Au Congrès des maires, tir
groupé des élus locaux contre les coupes
budgétaires** (735 mots)

Page 54

Opération mairie fermée , écharpes noires et conférences de
presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus
locaux n'a jamais été...



**www.orange.fr Au Congrès des maires, tir groupé
des élus locaux contre les coupes budgétaires**
(733 mots)

Page 57

Opération mairie fermée , écharpes noires et conférences de
presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus
locaux n'a jamais été...



**www.boursedirect.fr Au Congrès des maires, tir
groupé des élus locaux contre les coupes
budgétaires** (766 mots)

Page 60

Opération mairie fermée , écharpes noires et conférences de
presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus
locaux n'a jamais été...

**Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux
contre les coupes budgétaires** (793 mots)

Page 63

Par AFP Une maire pose lors de la 106e session du Congrès des
maires organisée par l'Association des maires de France (AMF),
à Paris, le 19 novembre...

**Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux
contre les coupes budgétaires** (794 mots)

Page 66

Par AFP Une maire pose lors de la 106e session du Congrès des
maires organisée par l'Association des maires de France (AMF),
à Paris, le 19 novembre...

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires
(549 mots)

Page 69

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de
l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de
Cannes, devant le parterre...

**Les maires en écharpe noire, « J'avais annoncé que
si on continuait année après** (340 mots)

Page 71

L'Est éclair

mercredi 20
novembre 2024

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

(549 mots)

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de Cannes, devant le parterre...

Page 72

**la Nouvelle
République**

mercredi 20
novembre 2024

Les maires en écharpe noire, « J'avais annoncé que si on continuait année après

(340 mots)

Page 74

L'union

mercredi 20
novembre 2024

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

(549 mots)

Page 75

L'union

mercredi 20
novembre 2024

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

(549 mots)

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de Cannes, devant le parterre...

Page 77

L'union

mercredi 20
novembre 2024

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

(549 mots)

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de Cannes, devant le parterre...

Page 79

**Courrier
picard**

mercredi 20
novembre 2024

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

(551 mots)

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de Cannes, devant le parterre...

Page 81

NORMANDIE

mercredi 20
novembre 2024

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

(550 mots)

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de Cannes, devant le parterre...

Page 83

**Nord
Littoral**

mercredi 20
novembre 2024

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

(550 mots)

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de Cannes, devant le parterre...

Page 85



mercredi 20
novembre 2024

www.lepaysdefrance.fr Le Pays De France - Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

(711 mots)

Paris - Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires Opération mairie fermée, écharpes noires et conférences de...

Page 87



mercredi 20
novembre 2024

www.wargny.com/fr Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires (766 mots)

Opération mairie fermée , écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été...

Page 90



mercredi 20
novembre 2024

www.capitol.fr Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires (869 mots)

| AFP | 24 | Aucun vote sur cette news Une maire pose lors de la 106e session du Congrès des maires organisée par l'Association des maires de France...

Page 93

21/11/2024

Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Par Hélène DUVIGNEAU

Paris, 20 nov 2024 (AFP) - Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énervait-il.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

- "Signes décourageants" -

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

"On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal", a alerté Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France.

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.



Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Par Hélène DUVIGNEAU

Paris, 20 nov 2024 (AFP) - Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énervait-il.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

- "Signes décourageants" -

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

"On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal", a alerté Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France.

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.



Les associations d'élus font front commun contre un budget jugé insoutenable

Paris, 20 nov 2024 (AFP) - Les associations d'élus locaux ont réitéré mercredi, dans une rare conférence de presse commune organisée en marge du Congrès des maires, leur refus des "cinq milliards d'euros" de "ponctions", qu'ils évaluent plutôt à 10 ou 11 milliards, prévues dans le projet de budget 2025.

"Nous sommes unis non pas pour contester le principe des économies, mais pour dire que ce qui est présenté comme des économies sur le bloc communal, ce sont en réalité essentiellement des ponctions", a déclaré le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard, rappelant que la dette des collectivités était "stable depuis 30 ans", à "un peu moins de 9% du total du PIB".

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a-t-il averti.

A ses côtés, les représentants de sept autres associations d'élus locaux ont exprimé leur rejet des mesures annoncées.

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

"On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal", a prévenu Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France.

"Ce prélèvement aura comme conséquence une baisse de l'investissement et une dégradation des services publics", a jugé Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonçant "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent" de la méthode suivie par le gouvernement.

Dans une motion commune, les associations expriment leur opposition aux "10 milliards d'euros de prélèvements".

"Ce sont les habitants d'aujourd'hui qui vont être pénalisés par le repli des services publics de proximité", souligne le texte.

"Ce sont leurs enfants qui vont pâtir d'une décélération des investissements concourant à la lutte contre le réchauffement climatique", ajoute-t-il.

Les élus appellent à retirer du prochain projet de budget les trois mécanismes prévus, dont le fonds "de précaution" de trois milliards d'euros.



Les associations d'élus font front commun contre un budget jugé insoutenable

Paris, 20 nov 2024 (AFP) - Les associations d'élus locaux ont réitéré mercredi, dans une rare conférence de presse commune organisée en marge du Congrès des maires, leur refus des "cinq milliards d'euros" de "ponctions", qu'ils évaluent plutôt à 10 ou 11 milliards, prévues dans le projet de budget 2025.

"Nous sommes unis non pas pour contester le principe des économies, mais pour dire que ce qui est présenté comme des économies sur le bloc communal, ce sont en réalité essentiellement des ponctions", a déclaré le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard, rappelant que la dette des collectivités était "stable depuis 30 ans", à "un peu moins de 9% du total du PIB".

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a-t-il averti.

A ses côtés, les représentants de sept autres associations d'élus locaux ont exprimé leur rejet des mesures annoncées.

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

"On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal", a prévenu Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France.

"Ce prélèvement aura comme conséquence une baisse de l'investissement et une dégradation des services publics", a jugé Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonçant "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent" de la méthode suivie par le gouvernement.

Dans une motion commune, les associations expriment leur opposition aux "10 milliards d'euros de prélèvements".

"Ce sont les habitants d'aujourd'hui qui vont être pénalisés par le repli des services publics de proximité", souligne le texte.

"Ce sont leurs enfants qui vont pâtir d'une décélération des investissements concourant à la lutte contre le réchauffement climatique", ajoute-t-il.

Les élus appellent à retirer du prochain projet de budget les trois mécanismes prévus, dont le fonds "de précaution" de trois milliards d'euros.



Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Paris - Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère, déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas, s'énervait-il.

Une contribution de cinq milliards d'euros est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat , a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

Signes décourageants

Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes , a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal , a alerté Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France.

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier la brutalité et le côté totalement excessif, violent , de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir , juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. C'est 40 de plus par an lors de ce mandat , a-t-elle déclaré à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à 2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs

Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ? , lui a répondu Catherine Vautrin.

<https://www.lexpress.fr/resizer/v2/PFCCXCHDQZGODOUAZBVBHAL-FIY.jpg?auth=c3bda99a17ad2c7afbe3c4b98562fcc20bdc13f23694fc130a3b89bec7d3bd7c&width=1200&height=630&quality=85&smart=true>



<https://www.lexpress.fr/resizer/v2/PFCCXCHDQZGODOUAZBVBHAL-FIY.jpg?auth=c3bda99a17ad2c7afbe3c4b98562fcc20bdc13f23694fc130a3b89bec7d3bd7c&width=1200&height=630&quality=85&smart=true>

Une maire pose lors de la 106e session du Congrès des maires organisée par l'Association des maires de France (AMF), à Paris, le 19 novembre 2024 [afp.com/Thomas](https://www.afp.com/Thomas) SAMSON



POLITIQUE

: CHALLENGES.FR

Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics. Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard". Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énervait-il.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

- "Signes décourageants" -

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré lors à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.



Une maire pose lors de la 106e session du Congrès des maires organisée par l'Association des maires de France (AMF), à Paris, le 19 novembre 2024

par Afp



: LA CROIX

Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Opération « mairie fermée » , écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été

autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: « La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard »

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

« L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère » , déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

« Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas » , s'énerve-t-il.

Une contribution de « cinq milliards d'euros » est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit « Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics »

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

« Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat » , a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

« Signes décourageants »

« Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes » , a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

« On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal » , a alerté Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France.

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier « la brutalité » et le côté « totalement excessif, violent » , de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. « Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir » , juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. « C'est 40 de plus par an lors de ce mandat » , a-t-elle déclaré à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à « 2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs »

« Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ? » , lui a répondu Catherine Vautrin.

<https://i.la-croix.com/1400x933/smart/2024/11/20/1885664-une-maire-pose-lors-de-la-106e-session-du-congres-.jpg>



<https://i.la-croix.com/1400x933/smart/2024/11/20/1885664-une-maire-pose-lors-de-la-106e-session-du-congres-.jpg>

Une maire pose lors de la 106e session du Congrès des maires organisée par l'Association des maires de France (AMF), à Paris, le 19 novembre 2024 Thomas SAMSON / AFP



<https://i.la-croix.com/729x0/smart/2024/11/20/1885664-une-maire-pose-lors-de-la-106e-session-du-congres-.jpg>



LE 106ÈME CONGRÈS DES MAIRES ET PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉS S'EST OUVERT

Le 106ème Congrès des maires et présidents d'intercommunalités s'est ouvert dans un climat tendu entre les élus et l'exécutif

Le 106ème Congrès des maires et présidents d'intercommunalités s'est ouvert dans un climat tendu entre les élus et l'exécutif

Le 106ème Congrès des maires et présidents d'intercommunalités s'est ouvert hier, après la journée des Outre-mer, dans un climat tendu entre les élus et l'exécutif, les tensions portant notamment sur l'effort financier demandé aux collectivités : le gouvernement leur demande en effet une contribution de cinq milliards d'euros.

De fait, les maires ont posé hier pour une photo commune ceints d'une écharpe noire recouvrant leur écharpe tricolore, afin de protester contre les ponctions de cinq milliards d'euros prévues dans le projet de loi de finances 2025. "Nous sommes 5.000", s'est réjoui M. David LISNARD, maire (LR) de Cannes et président de l'Association des maires de France (AMF). "J'avais annoncé que si on continuait année après année à être méprisés, les prochains gilets jaunes seraient en écharpe tricolore. Aujourd'hui nos écharpes tricolores sont recouvertes de noir pour montrer que la mort des communes serait également la fin de l'Etat et la fin de la nation", a-t-il lancé.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois mil-

liards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt les restrictions imposées aux collectivités locales à 8,89 milliards d'euros, et ont rappelé hier, dans une analyse financière du bloc communal que depuis 2010, ce bloc "enregistre plus de 71 milliards d'euros de pertes cumulées sur la dotation globale de fonctionnement".

Rappelant par ailleurs que le coût des normes représente 1 milliard d'euros par an et que les cotisations supplémentaires à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) devrait entraîner 1,3 milliard d'euros de dépenses supplémentaires en 2024, l'AMF a indiqué que la "prise de contrôle des budgets locaux aggrave le déficit de l'Etat", son budget "s'alourdissant de plus de 50 milliards d'euros de dépenses annuelles pour compenser la suppression des recettes locales, ce qui représente environ un tiers de son déficit".

Mme Catherine VAUTRIN, ministre du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation a confirmé hier l'effort de cinq milliards d'euros, considérant que l'on "joue la souveraineté du pays, on a 3.228 milliards d'euros de dette". "Pour avoir rencontré les sénateurs, le sujet, c'est si on ne prend pas ces cinq milliards aux collectivités, où les prend-on ?", a-t-elle fait valoir.

Le Premier ministre, M. Michel BARNIER, a annoncé vendredi une réduction "significative" de l'effort pour les départements (cf. BQ du 18/11/2024). Parmi les cinq mesures annoncées, deux concernent l'ensemble des collectivités, a précisé hier le cabinet de Mme VAUTRIN. Il s'agit de l'abandon de la rétroactivité de la baisse du taux de Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), une aide à l'investissement pour les collectivités. La seconde mesure concerne le lissage sur quatre années au lieu de trois de la hausse des cotisations des employeurs territoriaux à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

"Ce qu'on espère, c'est que ces mesures soient retirées, parce que non seulement elles sont injustes, mais elles contribueraient à la chute de l'investissement public local", a déclaré M. Antoine HOME, conseiller maître à la Cour des comptes, maire (PS) de Wittenheim, trésorier général et coprésident de la commission finances de l'AMF. "Ce sont à la fois des mesures brutales, injustes et inefficaces. Si nous nous y opposons, c'est parce que nous défendons les services publics locaux", a-t-il ajouté.

"C'est un cri d'alerte. Nous sommes arrivés combattifs au Congrès. Nous représentons 8

% de la dette et on nous demande 25 % de l'effort. C'est beaucoup trop violent", a réagi de son côté M. Jean-François DEBAT, président par intérim de Villes de France, maire (PS) de Bourg-en-Bresse. "On nous ponctionne pour limiter la dette, mais à la fin nous serons probablement obligés d'emprunter davantage pour boucler nos budgets", a-t-il ironisé.

Le président du Sénat, M. Gérard LARCHER, s'est lui déclaré favorable à ce que l'effort demandé soit réduit à deux milliards d'euros (cf. BQ du 18/11/2024). "On a décidé de faire beaucoup moins (...), ça ne sera pas cinq milliards de prélèvements, ce sera deux. En tout cas, c'est ce que nous voterons", a déclaré le président du groupe UC au Sénat, M. Hervé MARSEILLE, sénateur des Hauts-de-Seine.

"Nous partageons l'équation globale du budget. Il y a des efforts à faire sur la dépense pour revenir à 5 % du PIB l'année prochaine", a indiqué de son côté M. Stéphane SAUTAREL, sénateur (app. LR) du Cantal, l'un des rapporteurs spéciaux de la mission collectivités du budget général. "Mais nous entendons travailler sur le quantum, les contributeurs et la manière de mettre en réserve certaines économies" a-t-il ajouté.

Si la majorité sénatoriale ne souhaite pas toucher à l'écèlement de la TVA, elle entend en revanche supprimer la ponction sur le FCTVA, mesure "la plus discutable" pour les élus qui rappellent souvent que les collectivités territoriales réalisent 70 % de l'investissement public. Du côté des LR, il est question

d'abaisser de 3 à 1 milliard le fonds de précaution, ce qui réduirait le montant des prélèvements. "On travaille d'arrachepied sur ça avec le gouvernement", a indiqué M. SAUTAREL sur Public Sénat. "Nous contestons l'idée selon laquelle les collectivités qui dépensent le plus seraient aussi les plus riches et donc les plus à même de contribuer. Nous travaillons sur une copie où les départements seraient épargnés. L'idée serait d'introduire des indicateurs de richesse et de capacité contributive", explique-t-il. "De la sorte, vous pouvez sortir du dispositif certains départements et, par exemple, y inclure des petites communes qui profitent d'une activité génératrice de richesses, comme l'implantation d'une centrale nucléaire". Le sénateur du Cantal souhaiterait par ailleurs que la ponction orientée vers le fonds de précaution soit directement "gelée" dans le budget des collectivités. "Ce serait un acte de confiance à l'égard des élus" plaide-t-il, alors que les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales n'ont cessé de se dégrader depuis 2017.

Le gouvernement s'engage à présenter devant l'Assemblée nationale la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local

Le gouvernement s'est par ailleurs engagé à porter devant l'Assemblée nationale en janvier une proposition de loi déjà adoptée par le Sénat, portant création d'un statut de l'élu local.

Le Sénat a adopté à l'unanimité, en première lecture, cette proposition de loi (cf. BQ du 08/03/2024).

La Chambre haute a ainsi ex-

primé "clairement l'urgence de reconnaître (...) les élus locaux comme essentiels à la République", s'était notamment félicitée Mme Françoise GATEL, alors sénatrice (UC) d'Ille-et-Vilaine, présidente de la délégation sénatoriale aux Collectivités territoriales, nommée en octobre dernier ministre déléguée chargée de la Ruralité, du Commerce et de l'Artisanat, à l'origine de ce texte, avec notamment MM. Mathieu DARNAUD, sénateur (LR) de l'Ardèche, nouveau président du groupe LR au Palais du Luxembourg,, François-Noël BUFFET, alors sénateur (LR) du Rhône et président de la commission des Lois, nommé ministre chargé des Outre-mer, et Hervé MARSEILLE, sénateur (UC) des Hauts-de-Seine, président du groupe UC.

Le texte devait être transmis à l'Assemblée nationale, qui devait elle aussi examiner une proposition de loi où une incertitude subsistait sur son inscription à l'ordre du jour car une proposition de loi concurrente y a été déposée par les députés Violette SPILLEBOUT (Renaissance) et Sébastien JUMEL (PCF) (cf. BQ du 18/01/2024).

C'est donc le texte adopté par le Sénat qui sera discuté au Palais-Bourbon. "A la demande de Michel BARNIER, ce texte sera inscrit à l'Assemblée nationale en janvier. Nous partirons d'une proposition de loi qui a été votée, discutée au Sénat, qui est la proposition de loi de Françoise GATEL, aujourd'hui ministre déléguée à mes côtés. C'est ce texte qui sera discuté au mois de janvier sur le statut des élus", a déclaré Mme Catherine Vautrin, la ministre du Partenariat avec les territoires

et de la Décentralisation.

La proposition de loi adoptée par le Sénat vise "à instaurer un véritable statut de l' élu local pour améliorer les conditions d'exercice du mandat local et sécuriser le parcours des élus locaux". Le texte prévoit une meilleure prise en compte des contraintes liées au mandat d' élu local, notamment avec une prise en charge des frais de transport ou des frais de garde ou d'assistance à une personne dépendante. Lors des débats, les parlementaires ont également renforcé la protection sociale des élus ayant cessé leur activité professionnelle pour se consacrer pleinement à leur mandat ou occuper des fonctions exécutives au sein d'une collectivité territoriale. Parmi les mesures emblématiques ainsi introduites : la création d'un congé maternité. Autres mesures portées par cette proposition de loi : une revalorisation des plafonds des indemnités de maire, déterminées par le nombre d'habitants dans la commune, mais aussi de leurs adjoints. Enfin, après les violences dont plusieurs élus ont été la cible durant les mois précédents l'examen de ce texte, notamment MM. Yannick MOREZ à Saint-Brévin ou Vincent JEANBRUN à L'Haÿ-les-Roses, les sénateurs ont voulu rendre automatique l'octroi de la protection fon-

tionnelle pour l'ensemble des élus locaux victimes de violences ou de menaces, quelle que soit leur fonction.

Adaptation au changement climatique : lancement d'un guichet pour aider les collectivités

Face à la multiplication et l'intensification attendue des canicules ou inondations, la ministre de la Transition écologique Agnès PANNIER-RUNACHER a quant à elle annoncé hier le lancement d'un guichet unique à destination des collectivités locales pour les aider à s'adapter au réchauffement climatique.

Ce dispositif, qui sera dans un premier temps expérimenté dans 100 collectivités pilotes, est l'une des 51 mesures du troisième plan d'adaptation au changement climatique (PNACC-3) présenté le 25 octobre.

Ce plan, qui fait l'objet d'une consultation publique jusqu'à la fin décembre, est conçu à partir de l'hypothèse d'un réchauffement de 4°C en France d'ici à la fin du siècle par rapport à l'ère préindustrielle (contre 1,7°C à ce stade).

Mené parallèlement aux mesures destinées à limiter le réchauffement, il a pour objectif de présenter une série de mesures concrètes pour préparer le pays à ses conséquences.

La "mission adaptation", dont

le lancement a été annoncé mardi par la ministre au salon des maires de France à Paris, vise à aider les collectivités via un guichet unique qui leur apporte un appui technique dans leurs projets d'adaptation.

Comme toutes les collectivités ne disposent pas nécessairement en interne des compétences requises pour "construire une analyse de vulnérabilité", ce dispositif "réunit en une offre commune l'expertise et l'ingénierie des services de l'Etat", souligne le ministère de la Transition écologique dans un communiqué, citant entre autres organismes l'Ademe (Agence de la transition écologique), Météo-France ou encore l'Office français de la biodiversité. En attendant sa généralisation l'année prochaine, le dispositif concernera d'abord "cent territoires pionniers", "déjà engagés dans des habitudes de travail avec au moins l'un des opérateurs dans la mission" et "pré-identifiés" pour "tester la robustesse du dispositif", a déclaré Mme Agnès PANNIER-RUNACHER. Ils vont du Parc naturel régional des Grands Causses au Syndicat mixte de la Baie de Somme, en passant par la Ville de Paris.

■



PLF 2025 : le front uni du bloc communal contre les coupes budgétaires

Congrès des maires 2024

À la veille du discours du Premier ministre, Michel Barnier, prévu ce jeudi 21 novembre, les sept associations d'élus représentant le bloc communal ont dévoilé une motion commune visant à "restaurer la confiance" entre l'État et les collectivités locales. Elles demandent un recul du gouvernement sur les principales mesures du projet de loi de finances pour 2025.

La scène est rare. Bras dessus bras dessous, les sept associations d'élus locaux du bloc communal ont fait front commun contre les coupes budgétaires du gouvernement prévues dans le projet de loi pour 2025 à l'occasion d'une conférence de presse commune, ce mercredi 20 novembre. Leurs voix se sont élevées ensemble à Paris au Congrès des maires, qui se tient du 19 au 21 novembre.

"L'heure est grave"

"Le bloc communal fait bloc car l'heure est grave", estime Christophe Bouillon, le président (PS) de l'Association des petites villes de France (APVF). Il faut dire que l'addition salée estimée par les associations d'élus à près de 10 milliards d'euros pour les collectivités locales passe mal. Alors l'heure est à faire monter la pression à la veille de la venue du Premier ministre, Michel Barnier au parc des expositions de la porte de Versailles pour obtenir le maximum d'arbitrages en faveur d'une baisse de l'effort. "Aujourd'hui nous faisons bloc non seulement pour porter des revendications, mais aussi des positions communes", témoigne Sébastien Martin, le président (DVD) d'Intercommunalités de France. Pour ce faire, après l'organisation d'une réunion commune qui s'est tenue le 30 octobre, l'AMF, l'APVF, l'AMRF, France urbaine, Intercommunalités de France, Villes de France, Ville & Banlieue et l'Unccas ont présenté, ce 20 novembre, une motion commune visant à "restaurer la confiance" entre l'État et les collectivités locales. "Les associations sont solidaires face à des mesures injustes dont l'ampleur est inégale et menacent directement l'action des collectivités au service des Français. Ce sont les habitants d'aujourd'hui qui vont être pénalisés par le repli des services publics de proximité", écrivent-ils.

Pas la bonne méthode

Les associations du bloc communal fustigent la méthode du gouvernement, qualifiée de démarche menée "sans concertation" et "sans discussion avec les collectivités", une approche qui risque de "durablement entamer leur confiance". "Nous ne sommes pas au pied du sapin de Noël à voir ce que va dire le Premier ministre. Il faut sortir de la parole infantilisante", a énoncé David Lisnard, le président

(LR) de l'Association des maires de France (AMF). Les sept associations d'élus locaux appellent avec force le gouvernement et le parlement à "modifier le projet de loi de finances" pour "rétablir la confiance et le dialogue indispensables avec les maires et les présidents d'intercommunalité". Jean-François Debat, président délégué de Villes de France et maire (PS) de Bourg-en-Bresse, veut être clair sur la contribution des collectivités au redressement des comptes publics : "Nous ne faisons pas partie des élus qui disent que les comptes de la nation ne nous concernent pas". Mais les voies choisies par l'exécutif ne sont pas les bonnes estime-t-il, dénonçant le dispositif de mise en réserve "qui est injuste et insupportable". Pour lui, ce dispositif va surtout amener des contre effets : "Tout ce qui nous sera prélevé sera de toute façon emprunté ensuite, et dégradant ainsi le solde budgétaire". Sébastien Gouttebel, vice-président de l'AMRF et maire de Murol (Puy-de-Dôme) a lui défendu la capacité d'adaptation des maires, notamment "en périodes de crises" et la préservation des "dotations nécessaires au maintien des services publics". Une parole appuyée par Luc Carnouvas, maire (PS) d'Alfortville (Val-de-Marne) et président de l'Unccas, qui s'est voulu plus cinglant. "Nous, les maires, ne traitons pas de tableaux Excel à Bercy mais bien de la vie des gens !", a-t-il lancé, avant d'ajouter qu'il n'y avait "pas d'argent magique" pour maintenir les services publics. "Nous les maires, nous n'avons pas le droit de baisser le rideau !", a-t-il ajouté. De nombreux maires présents dans les travées soutiennent le bras de fer engagé par les associations d'élus contre Bercy. « Nous n'avons pas à supporter les conséquences des errements de l'État dans la maîtrise des finances publiques. Nous ne sommes pas responsables de la dette publique », s'indigne avec fermeté Jean-François Vigier, vice-président de l'AMF et maire (UDI) de Bures-sur-Yvette (Essonne), auprès de La Gazette. « Que l'État me montre où sont les marges ? Nous n'en avons plus, c'est fatigant », ajoute-t-il.

Non à la plupart des économies sauf sur la CNRACL

Dans le détail, les sept associations d'élus du bloc communal réclament le retrait des mesures abaissant le remboursement de la TVA sur les investissements des collectivités et gelant sa dynamique. Elles réclament aussi la suppression du fonds de précaution prévu à l'article 64, jugé inéquitable et incitant à l'endettement, ainsi que de la ponction sur la DCRTP, contraire à une décision constitutionnelle. Enfin, elles plaident pour l'ouverture d'une discussion sur une réforme nécessaire de la DGF. Seule l'augmentation de 4 points des cotisations de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités (CNRACL) trouve grâce aux yeux des maires et présidents d'intercos à condition de l'étaler sur six ans avec une remise à plat globale de l'ensemble du système de retraite des agents publics territoriaux et de l'arrêt de la compensation démographique. "Il s'agit d'une démarche collective et offensive sur les finances locales qui a pour but de perdurer au-delà du PLF 2025", assure-t-on à l'AMF. C'est pourquoi les associations d'élus du bloc communal réclament également

“l’institutionnalisation d’une conférence des territoires, réunissant l’ensemble des associations d’élus. Cette instance de négociation et de concertation avec l’État, réunie à échéance régulière, viserait à garantir le respect des engagements financiers réciproques entre l’État et les collectivités territoriales. Elle permettrait, par exemple, de connaître l’évaluation des coûts cachés liés aux transferts ou à la création de charges par l’État (sécurité, santé, petite enfance...)”, précise la motion. Mais le mal semble plus profond. David Lisnard l’a clamé “le centralisme ne fonctionne pas”, quand son collègue Antoine Homé, trésorier de l’AMF, co-président de la commission finances de l’AMF et maire (PS) de Wittenheim, a dénoncé “le système jacobin et bonapartiste qui fait le malheur financier de la France”. Une réforme structurelle du modèle de financement des collectivités est soutenue, comme le fait de s’attaquer au coût des normes, un mantra répété régulièrement par David Lisnard. Le président de l’AMF en convient, sur la question fiscale, par exemple “Ce débat ne peut, de toute façon, se tenir dans l’urgence budgétaire”.

Territoires désunis

Au-delà du choc budgétaire, l’AMF parie sur une nouvelle alliance regroupant les sept associations du bloc communal parce que le rassemblement de l’Association des maires de France, de Départements de France et de Régions de France, réuni sous la bannière Territoires unis, s’essouffle. Aucune réunion n’a été prévue pour afficher un front commun des collectivités locales face aux restrictions budgétaires imposées par le gouvernement dans le cadre du PLF 2025. Pourtant, les représentants de gauche des trois associations d’élus avaient tenu une conférence de presse conjointe le 15 octobre au Sénat. Mais, comme le souligne un observateur averti, « les divergences d’intérêts entre les départements et les régions sont trop profondes ». Le politologue Patrick Le Lidec souligne également que l’arrivée de Michel Barnier, membre des Républicains, à Matignon a accentué la fragilisation de Territoires unis. La forte représentation de présidents d’associations d’élus issus de la droite rend plus difficile l’adoption d’une position critique et unifiée face au pouvoir central, contrastant avec la période précédente où l’opposition au macronisme, peu implanté localement, était plus fédératrice. « L’émergence du macronisme avait temporairement relégué les clivages droite-gauche au second plan, mais ces fractures pourraient désormais refaire surface », analyse-t-il.

Pour aller plus loin

Les finances locales font vaciller la fin du mandat des maires
Coupes budgétaires pour les collectivités : le débat Lisnard-Moscovici

Références

Lire la motion

par Rgaspar et Ycherel





lagazettefrance.fr Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été autant en ébullition face à un projet de budget accusé...

Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énervait-il.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

Signes décourageants

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

"On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal", a alerté Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France.

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré lors à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive

à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.

36MW9XH



<https://www.lagazettefrance.fr/files/articles/2024/11/36MW9XH.jpg>

Une maire pose lors de la 106e session du Congrès des maires organisée par l'Association des maires de France (AMF), à Paris, le 19 novembre 2024 © Thomas SAMSON



<https://www.lagazettefrance.fr/thumbs/1368%C3%971026/articles/2024/11/36MW9XH.jpg>

French mayors' congress rejects €11 billion budget cuts slated for 2025

FRENCH POLITICS

In a rare joint press conference on the side-lines of the 106th Congress of Mayors, local councillor associations reiterated their strong opposition to what they described as cuts amounting to between €10 and €11 billion in the proposed 2025 budget, which the government has labelled as "five billion euros of savings".

David Lisnard, President of the Association of French Mayors (AMF), said Wednesday, "We are united not to contest the principle of savings, but to say that what are presented as savings on the local authority bloc are in reality essentially deductions."

He emphasised that local authority debt has remained "stable for 30 years" at "just under 9 percent of total GDP" and warned, "The measures proposed are recessionary measures which - in the end - will have a recessionary effect on State budget revenues."

Posting on X, the AMF wrote: "The associations representing local authorities are calling on the government and parliament to amend the finance bill so as to re-establish the trust and dialogue with mayors and presidents of inter-municipal bodies that are essential if our country is to overcome the crisis in public finances." "Negative impact

Joining him were representatives from seven other local elected associations, all voicing their rejection of the government's plans.

Gilles Leproust, president of Ville et Banlieue, highlighted the serious concerns within working-class towns, stating: "In our working-class towns, there are a lot of concerns about this budget. It's going to have a huge impact on the residents, but also on the associations that are ... the lifeblood of democracy and social life in our towns."

Meanwhile, Christophe Bouillon, president of the Association des petites villes de France, warned of the potential consequences: "We are often described as social shock absorbers. When the shock absorbers are removed, when there is a democratic crash ... that's the risk we face, and it hurts a lot." "Wave of strikes brewing as French budget cuts anger unions French PM launches budget plan in test for new government Communities 'penalised'

Jean-François Debat, acting president of Villes de France, also criticised the government's approach, saying, "This levy will result in a drop in investment and a deterioration in public services," describing the method as "brutality" and "totally excessive and violent."

The associations issued a joint motion opposing the proposed '€11 billion in levies, underlining, "It is today's residents who are going to be penalised by the withdrawal of local public services."

They added, "It is their children who will suffer from a slowdown in investment to combat global warming."

The elected representatives are calling for the removal of three planned measures - including a €3 billion 'precautionary' fund - from the upcoming draft budget. ■

par Rfi



Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Paris (AFP) - Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Publicité

Lire la suite

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énerve-t-il.

Publicité

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soi-

gnants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

"Signes décourageants"

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.



<https://s.france24.com/media/display/ef406f4c-a758-11ef-866e-005056bf30b7/w:1280/p:16x9/748ec060253e4fe943444c80fab76f9f0647243d.jpg>





www.boursorama.com Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été

autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énervait-il.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

- "Signes décourageants" -

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

"On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal", a alerté Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France.

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré lors à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.

<https://s.brsimg.com/static-000/cache/i/content/images/d/7/0/d70939f41939bb2d5d7304122c4fa8cb-1200x800.jpg>



<https://s.brsimg.com/static-000/cache/i/content/images/d/7/0/d70939f41939bb2d5d7304122c4fa8cb-1200x800.jpg>

Une maire pose lors de la 106e session du Congrès des maires organisée par l'Association des maires de France (AMF), à Paris, le 19 novembre 2024 (AFP / Thomas SAMSON)

LE 106ÈME CONGRÈS DES MAIRES ET PRÉSIDENTS D'INTERCOMMUNALITÉS S'EST OUVERT

Le 106ème Congrès des maires et présidents d'intercommunalités s'est ouvert dans un climat tendu entre les élus et l'exécutif

Le 106ème Congrès des maires et présidents d'intercommunalités s'est ouvert dans un climat tendu entre les élus et l'exécutif

Le 106ème Congrès des maires et présidents d'intercommunalités s'est ouvert hier, après la journée des Outre-mer, dans un climat tendu entre les élus et l'exécutif, les tensions portant notamment sur l'effort financier demandé aux collectivités : le gouvernement leur demande en effet une contribution de cinq milliards d'euros.

De fait, les maires ont posé hier pour une photo commune ceints d'une écharpe noire recouvrant leur écharpe tricolore, afin de protester contre les ponctions de cinq milliards d'euros prévues dans le projet de loi de finances 2025. "Nous sommes 5.000", s'est réjoui M. David LISNARD, maire (LR) de Cannes et président de l'Association des maires de France (AMF).

"J'avais annoncé que si on continuait année après année à être méprisés, les prochains gilets jaunes seraient en écharpe tricolore. Aujourd'hui nos écharpes tricolores sont recouvertes de noir pour montrer que la mort des communes serait également la fin de l'Etat et la fin de la nation", a-t-il lancé.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée

aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt les restrictions imposées aux collectivités locales à 8,89 milliards d'euros, et ont rappelé hier, dans une analyse financière du bloc communal que depuis 2010, ce bloc "enregistre plus de 71 milliards d'euros de pertes cumulées sur la dotation globale de fonctionnement".

Rappelant par ailleurs que le coût des normes représente 1 milliard d'euros par an et que les cotisations supplémentaires à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales (CNRACL) devrait entraîner 1,3 milliard d'euros de dépenses supplémentaires en 2024, l'AMF a indiqué que la "prise de contrôle des budgets locaux aggrave le déficit de l'Etat", son budget "s'alourdisant de plus de 50 milliards d'euros de dépenses annuelles pour compenser la suppression des recettes locales, ce qui représente environ un tiers de son déficit".

Mme Catherine VAUTRIN, ministre du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation a confirmé hier l'effort de cinq milliards d'euros, considérant que l'on "joue la souveraineté du pays, on a 3.228 milliards d'euros de dette". "Pour avoir rencontré les sénateurs, le sujet, c'est si on ne prend pas ces cinq milliards aux collectivités, où les

prend-on ?", a-t-elle fait valoir.

Le Premier ministre, M. Michel BARNIER, a annoncé vendredi une réduction "significative" de l'effort pour les départements. Parmi les cinq mesures annoncées, deux concernent l'ensemble des collectivités, a précisé hier le cabinet de Mme VAUTRIN. Il s'agit de l'abandon de la rétroactivité de la baisse du taux de Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), une aide à l'investissement pour les collectivités. La seconde mesure concerne le lissage sur quatre années au lieu de trois de la hausse des cotisations des employeurs territoriaux à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

"Ce qu'on espère, c'est que ces mesures soient retirées, parce que non seulement elles sont injustes, mais elles contribueraient à la chute de l'investissement public local", a déclaré M. Antoine HOME, coprésident de la commission finances de l'AMF. "Ce sont à la fois des mesures brutales, injustes et inefficaces. Si nous nous y opposons, c'est parce que nous défendons les services publics locaux", a-t-il ajouté.

"C'est un cri d'alerte. Nous sommes arrivés combattifs au Congrès. Nous représentons 8 % de la dette et on nous demande 25 % de l'effort. C'est beaucoup trop violent", a réagi

de son côté M. Jean-François DEBAT, président par intérim de Villes de France, maire (PS) de Bourg-en-Bresse . "On nous ponctionne pour limiter la dette, mais à la fin nous serons probablement obligés d'emprunter davantage pour boucler nos budgets", a-t-il ironisé.

Le président du Sénat, M. Gérard LARCHER, s'est lui déclaré favorable à ce que l'effort demandé soit réduit à deux milliards d'euros (cf. CE du 18/11/2024). "On a décidé de faire beaucoup moins (...), ça ne sera pas cinq milliards de prélèvements, ce sera deux. En tout cas, c'est ce que nous voterons", a déclaré le président du groupe UC au Sénat, M. Hervé MARSEILLE, sénateur des Hauts-de-Seine.

"Nous partageons l'équation globale du budget. Il y a des efforts à faire sur la dépense pour revenir à 5 % du PIB l'année prochaine", a indiqué de son côté M. Stéphane SAU-

TAREL, sénateur (app. LR) du Cantal, l'un des rapporteurs spéciaux de la mission collectivités du budget général. "Mais nous entendons travailler sur le quantum, les contributeurs et la manière de mettre en réserve certaines économies" a-t-il ajouté.

Si la majorité sénatoriale ne souhaite pas toucher à l'écrêtement de la TVA, elle entend en revanche supprimer la ponction sur le FCTVA, mesure "la plus discutable" pour les élus qui rappellent souvent que les collectivités territoriales réalisent 70 % de l'investissement public. Du côté des LR, il est question d'abaisser de 3 à 1 milliard le fonds de précaution, ce qui réduirait le montant des prélèvements. "On travaille d'arrachepied sur ça avec le gouvernement", a indiqué M. SAUTAREL sur Public Sénat. "Nous contestons l'idée selon laquelle les collectivités qui dépensent le plus seraient aussi les plus

riches et donc les plus à même de contribuer. Nous travaillons sur une copie où les départements seraient épargnés. L'idée serait d'introduire des indicateurs de richesse et de capacité contributive", explique-t-il. "De la sorte, vous pouvez sortir du dispositif certains départements et, par exemple, y inclure des petites communes qui profitent d'une activité génératrice de richesses, comme l'implantation d'une centrale nucléaire".

Le sénateur du Cantal souhaiterait par ailleurs que la ponction orientée vers le fonds de précaution soit directement "gelée" dans le budget des collectivités. "Ce serait un acte de confiance à l'égard des élus" plaide-t-il, alors que les relations entre l'Etat et les collectivités territoriales n'ont cessé de se dégrader depuis 2017.

■



Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énervait-il.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

- "Signes décourageants" -

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

"On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal", a alerté Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France.

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.

Par Hélène DUVIGNEAU / Paris (AFP) / © 2024 AFP

<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2024/11/3344f949ce013ec72b0be08b54b60ea397880d61-560x373.jpg>



<https://www.sudradio.fr/wp-content/uploads/2024/11/3344f949ce013ec72b0be08b54b60ea397880d61-560x373.jpg>



INITIATIVE—AUC

: CITIES.NEWSTANK.FR

Congrès des maires : “Restaurons la confiance”, motion commune des associations du bloc communal

L'Association des maires de France et présidents d'intercommunalités, l'Association des petites Villes de France • Missions : - fédérer les petites villes de 2 500 à 25 000 habitants - promouvoir leur rôle spécifique dans l'aménagement du territoire • Création : 1989, par Martin Malvy, président jusqu'au... , l'Association des maires ruraux de France L'Association des Maires Ruraux de France fédère, informe et représente les maires des communes de moins de 3 500 habitants partout en France. L'association s'engage au quotidien au niveau local... , France urbaine • Association d'élus qui porte les intérêts des grandes villes et métropoles françaises dans les politiques publiques • Création : 01/01/2016, à l'issue de la fusion de l'association des maires de... , Intercommunalités de France • Fédération nationale des élus de l'intercommunalité (ex-Assemblée des Communautés de France) • Missions : promouvoir la coopération intercommunale, en participant à l'élaboration des lois, à la... , Villes de France • Association d'élus • Création : 1988 • Missions : - représenter les villes qui rassemblent entre 15 000 et 100 000 habitants, - valoriser les enjeux spécifiques et attentes des territoires urbains... , Ville & Banlieue • Activité : Association d'élus des villes concernées par la Politique de la ville.- Missions : favoriser le développement des quartiers les plus fragiles, valoriser l'image des villes de banlieues... et l'Union nationale des centres communaux d'action sociale • Association régie par la loi de 1901 qui fédère les Centres communaux ou intercommunaux d'action sociale • Création : 10/11/1926 • Missions : - représenter, défendre et structurer le réseau... déposent une motion commune sur le projet de loi de finances pour 2025 « s'opposant aux 10 Md€ de prélèvements que l'État entend imposer aux communes », à l'occasion du 106^e Congrès des maires, le 20/11/2024.

« Nous ne sommes pas unis pour contester le principe des économies, mais pour dire que ce qui est présenté comme des économies sur le bloc communal est en réalité des ponctions. Nous sommes soucieux du rétablissement des comptes, nous appliquons et respectons la règle d'or, et nous sommes conscients du mur budgétaire. Les mesures proposées sont des prélèvements supplémentaires qui ne remettent pas en question le véritable problème : l'organisation du pouvoir public. Ces mesures sont récessives et auront un effet récessif sur les recettes de l'État ainsi que sur les performances locales, notamment en matière d'exigences environnementales. Lorsqu'on prélève sur les intercommunalités et les grandes villes, les communes rurales en pâtissent. Nous voulons démontrer que nous sommes une solution et non un problème », in-

dique David LisnardPrésident @ Association des maires de France et des présidents d'intercommunalités (AMF) • Conseiller départemental des Alpes-Maritimes (canton de Cannes) @ Conseil départemental des Alpes-Maritimes... , maire de Cannes et président de l'Association des maires de France et présidents d'intercommunalités - Créée en 1907, revendique un nombre d'adhérents de « près de 35 000 maires et présidents d'EPCI » en France et Outre-mer .

« Nous souhaitons montrer que ces mesures entraîneront immédiatement une baisse de la capacité d'autofinancement des collectivités, ce qui dégradera encore plus les comptes de la nation. Aucune proposition de réduction de nos charges n'est avancée. Nous sommes conscients de la brutalité de la situation à laquelle hérite le Premier ministre. La France détient le record mondial des dépenses publiques, mais la part des dépenses territoriales dans le total des dépenses est nettement inférieure en France à ce qu'elle est ailleurs. Le centralisme ne fonctionne pas, il engendre de la sur-bureaucratie et éloigne l'action du terrain. »

Revendications des associations d'élus

Les associations d'élus demandent :

Le retrait des mesures visant l'abaissement du taux de remboursement de la Taxe sur la valeur ajoutée payée par les collectivités sur leurs dépenses d'investissement et ajustant le périmètre du Fonds de compensation de la TVA.

« Ces remboursements sont dus aux collectivités, au même titre que les entreprises qui récupèrent la TVA ».

Le retrait des mesures visant le gel de la dynamique de TVA affectée aux collectivités locales.

« Cette dynamique compense la suppression par l'État de ressources fiscales locales (La taxe d'habitation est un impôt local qui dépend des caractéristiques de votre logement, de sa localisation et de votre situation personnelle (revenus, composition du foyer...) au 1^{er} janvier , contribution sur la valeur ajoutée des entreprises). Le produit de la dynamique de TVA est un instrument de la politique partagée en faveur de la réindustrialisation : supprimer l'abondement du Fonds national d'attractivité des entreprises serait contreproductif ».

Le retrait du fonds de précaution inscrit à l'article 64 du projet de loi.

« Ces mesures sont inévitables, elles n'offrent pas de visibilité pour les collectivités potentiellement contributrices, elles auront l'effet inverse de celui recherché, en poussant les collectivités à recourir massivement à l'endettement pour financer leurs projets ».

Le retrait de la ponction sur la Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle .

« Celle-ci équivaut à un prélèvement supplémentaire de 0,64 % pour les Établissement public de coopération intercommunale - structure administrative française regroupant plusieurs communes afin d'exercer certaines compétences en commun concernés et, additionné au prélèvement de 2 % de l'article 64, contrevient aux termes de la décision du Conseil constitutionnel du 18/01/2018 ».

L'ouverture d'une discussion sur une « indispensable réforme de la Dotation globale de fonctionnement - Principale dotation de fonctionnement de l'État aux collectivités territoriales ».

Elles proposent :

L'institutionnalisation d'une conférence des territoires, représentant l'ensemble des associations d'élus, instance de négociation et de concertation avec l'État, réunie à échéance régulière, afin de s'assurer du respect des engagements financiers réciproques de l'État et des collectivités territoriales. Elle permettra par exemple de connaître l'évaluation des coûts cachés des transferts ou de création de charges par l'État (sécurité, santé, petite enfance...)

De contribuer à l'équilibre futur de la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités (Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales) au travers de la **remise à plat globale de l'ensemble du système de retraite des agents publics territoriaux**, comme préalable à toute mesure paramétrique. De plus, l'arrêt de la compensation démographique est un préalable à toute augmentation de la cotisation des employeurs. Une augmentation de 12 points sur trois ans est la mesure la plus dure proposée par ce Gouvernement, qui touchera indifféremment toutes les collectivités, sans considération pour leurs fragilités. Il conviendra d'étaler toute hausse sur 6 ans.

« Ces mesures se traduiront quasi systématiquement par une baisse de notre capacité d'emprunt » (François de Mazières François de Mazières Co-président de la commission Culture @ France urbaine • Président @ Versailles Grand Parc • Maire @ Mairie de Versailles)

« Les grandes villes et intercommunalités sont particulièrement concernées, car 450 collectivités devront trouver 2 % de leurs recettes réelles de fonctionnement. C'est une mesure d'une ampleur inégale. Toutes nos communes ont fait des efforts pendant des années. Il n'y a plus de marge dans nos communes, et cette mesure vient après une longue période d'effort, ce qui la rend encore plus dure. 70 % de l'investissement public provient des collectivités territoriales. Il y a donc un réel effet récessif, et nous ne sommes pas dans un moment où l'on peut encore ajouter des contraintes à l'économie française. Ces mesures se traduiront quasi systématiquement par une baisse de notre capacité d'emprunt, ce qui aggravera la situation économique. »

François de Mazières, maire de Versailles (Yvelines) et trésorier de France Urbaine

« C'est le système jacobin et bonapartiste qui nuit aux finances de la France » (Antoine Homé)

« C'est le fait d'être responsable qui permet de maîtriser la dépense publique. Il faut que l'État cesse de proposer de nouvelles dépenses qui ne relèvent pas de son ressort. C'est le système jacobin et bonapartiste qui nuit aux finances de la France. Dans les pires périodes, on nous a pris 2 ou 3 Md€, des sommes pareilles, ça ne s'était jamais produit. Ce que nous demandons, c'est le retrait de ces mesures et de travailler sur le fond, avec des pistes sur les normes et la réorganisation de l'État, ce qui serait beaucoup plus efficace sur le long terme. Si ces mesures aboutissent, c'est l'autofinancement des collectivités qui sera massacré. »

Antoine Homé, maire de Wittenheim (Haut-Rhin) et trésorier général de l'AMF • Association d'élus (maires et présidents d'intercommunalité) reconnue d'utilité publique en 1933 • Création : 1907 • Missions : faciliter l'exercice du mandat de maire, informer les élus sur...

« La méthode imposée est brutale et aura des effets contre-productifs » (Jean-François Debat)

« Nous ne faisons pas partie des élus qui considèrent que les comptes de la nation ne sont pas notre problème. Cependant, la ponction est insupportable et injustement répartie. Par son ampleur, elle ne produira pas les résultats attendus par le Gouvernement. La méthode imposée est brutale et aura des effets contre-productifs. Les villes et agglomérations ne pourront pas amortir le choc, et l'objectif de réduction de la dette publique ne sera pas atteint avec ces mesures comptables brutales. Il faut une autre méthode, un autre calendrier, et travailler ce sujet sur le long terme. »

Jean-François DebatPrésident @ Communauté d'agglomération du Bassin de Bourg-en-Bresse • Conseiller régional @ Conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes • Président délégué @ Villes de France • Maire @ Ville de... , maire de la Ville de Bourg-en-Bresse (Ain) et président délégué de Villes de France

« Quand on confie plus de responsabilités aux collectivités, elles le font pour moins cher, mieux, et en proximité » (Sébastien Martin)

« Nous avons la volonté de jouer notre rôle en participant à la réduction du déficit de la nation, mais la solution consistait plutôt à s'appuyer sur les territoires plutôt que de les mettre à genoux. Cette ponction est à la fois injuste et incomprise. À la fin des années 2000, les collectivités représentaient 12 % de la dépense dans le Produit intérieur brut, en 2020 nous sommes à 11 %. Cela signifie que, quand on confie plus de responsabilités aux collectivités, elles le font pour moins cher, mieux, et en proximité. Le véritable débat qui doit s'engager est de savoir comment le Gouvernement peut accepter de lâcher prise. »

Sébastien MartinPrésident @ Intercommunalités de France (AdCF) • Conseiller municipal @ Châlon-sur-Saône • Conseiller départemental du Canton de Givry @ Conseil départemental de Saône-et-Loire (CG 71) • 1^e... , président du Grand Chalon (Saône-et-Loire) et président d'Intercommunalités de France

« Ce budget impactera lourdement la vie sociale de nos commune » (Gilles Leproust)

« Ce budget impactera lourdement la vie sociale de nos communes. Nous pensons que nous sommes plus forts ensemble, et cette motion a pour but immédiat de faire entendre nos voix diverses avec un projet commun. Faisons République ensemble, que toutes les associations soient unies, c'est ce qui nous permettra de répondre au problème. »

Gilles LeproustPrésident @ Ville & Banlieue • Maire @ Mairie d'Allonnes, mairie de la Ville d'Allonnes et président de l'Association des maires Ville & Banlieue de France

« Si on enlève ces amortisseurs lors d'un crash démographique, cela peut être très douloureux » (Christophe BouillonChristophe BouillonPrésident @ Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) • Maire @ Barentin (Seine-Maritime) • Président @ Association des Petites Villes de France (APVF) • Conseiller départemental ...)

« Le bloc communal fait bloc car l'heure est grave. Nous avons vu que l'on sait faire appel à nous en période de crise, on nous appelle les amortisseurs. Mais si on enlève ces amortisseurs lors d'un crash démographique, cela peut être très douloureux. Nous allons devoir faire face à de grandes crises et à de grandes difficultés. »

Christophe Bouillon, maire de la Ville de Barentin (Seine-Maritime) et président de l'Association des Petites Villes de France

« Les maires savent s'associer, s'unir et réagir » (Sébastien Gouttebel)

« Les maires savent s'associer, s'unir et réagir. En période de crise, on sait s'adapter et proposer des solutions adaptées aux territoires. Il faut préserver les dotations nécessaires au maintien de l'investissement et des services publics, souvent en grande difficulté dans les territoires ruraux. »

Sébastien Gouttebel, maire de Murol (Puy-de-Dôme) et vice-président de l'Association des Maires Ruraux de France

Association des maires de France et des présidents d'intercommunalités (AMF)

• **Association d'élus (maires etprésidents d'intercommunalité)** reconnue d'utilité publique en 1933 • **Création** : 1907

• **Missions** : faciliter l'exercice du mandat de maire, informer les élus sur leur responsabilité, assurer la formation de ses adhérents

en mettant en œuvre des réunions de formation et d'information destinées à leur apporter toutes les connaissances et le savoir-faire nécessaires au bon accomplissement des missions imposées par leur fonction, défendre les intérêts et droits des élus

- mener toute action ou démarche permettant d'accompagner les maires et les présidents d'EPCI dans la mise en œuvre de leur action, créer des liens de solidarité, de coopération, de convivialité et d'amitié entre les maires...

- **Effectifs** : environ 100 personnes
- **Adhésion** : 35 967 adhérents, maires et présidents d'intercommunalités (au 20/08/2023)
- **Président** : David Lisnard, depuis le 17/11/2021
- **Directeur général** : Éric Verlhac
- **Contact** : Marie-Hélène Galin, responsable de la communication
- **Tél.** : 01 44 18 13 59

Catégorie : Association, Fondation

Adresse du siège 41, quai d'Orsay

75343 Paris Cedex 07 France Consulter la fiche dans l'annuaire

Fiche n° 6815, créée le 21/03/2018 à 18:23 - MàJ le 18/11/2024 à 15:21



Congrès des maires : "Restaurons la confiance", motion commune des associations du bloc communal





fr.news.yahoo.com Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été

autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énervait-il.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

- "Signes décourageants" -

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

"On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal", a alerté Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France.

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.

ysp-hdu-caz/mat/hdz

<https://s.yimg.com/ny/api/res/1.2/TQxK15yk8SHHz0ZuyQbyxQ--/YXB-waWQ9aGlnaGxhbmRlcjt3PTEyMDA7aD02NzU7Y2Y9d2VicA--/https://cf-images.us-east-1.prod.boltdns.net/v1/jit/6415665815001/c368b5ae-d9b5-42c4-845f-b4ac045fc678/main/1280x720/53s13ms/match/image.jpg>



<https://s.yimg.com/ny/api/res/1.2/TQxK15yk8SHHz0ZuyQbyxQ--/YXB-waWQ9aGlnaGxhbmRlcjt3PTEyMDA7aD02NzU7Y2Y9d2VicA--/https://cf-images.us-east-1.prod.boltdns.net/v1/jit/6415665815001/c368b5ae-d9b5-42c4-845f-b4ac045fc678/main/1280x720/53s13ms/match/image.jpg>



www.orange.fr Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énervait-il.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

- "Signes décourageants" -

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

"On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal", a alerté Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France.

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré lors à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.

//media2.woopic.com/api/v1/images/2275%2Factu%2Fafp-news%2Fff952f1e-5e20-48bb-a538-fe844b55d925.jpg?for-

mat=1024x512&facedetect=1&quality=85

//media2.woopic.com/api/v1/images/2275%2Factu%2Fafp-
news%2Fff952f1e-5e20-48bb-a538-fe844b55d925.jpg?for-
mat=1024x512&facedetect=1&quality=85

ty=85&saveas=webp&saveasquality=70&format=300x169&face
detect=1

//media1.woopic.com/api/v1/images/2284%2Fv%2FXOir-1dFWOjhSV-
g0%2Fx240?quali-
ty=85&saveas=webp&saveasquality=70&format=300x169&facedetect
=1

//media1.woopic.com/api/v1/images/
2284%2Fv%2FXOir-1dFWOjhSV-g0%2Fx240?quali-
ty=85&saveas=webp&saveasquality=70&format=300x169&face
detect=1

//media1.woopic.com/api/v1/images/2284%2Fv%2FXOir-1dFWOjhSV-
g0%2Fx240?quali-
ty=85&saveas=webp&saveasquality=70&format=300x169&facedetect
=1



www.boursedirect.fr Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été

autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énervait-il.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

"Signes décourageants"

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue. "On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal", a alerté Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France. Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré lors à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.



Votez pour cet article

<https://www.boursedirect.fr/media/articles/afp/au-congres-des-maires-tir-groupe-des-elus-locaux-contre-les-coupes-budgetai/une-maire-pose-lors-de-la-106e-session-du-congres-des-maires-organisee-par-l-a.jpg>



<https://www.boursedirect.fr/media/articles/afp/au-congres-des-maires-tir-groupe-des-elus-locaux-contre-les-coupes-budgetai/une-maire-pose-lors-de-la-106e-session-du-congres-des-maires-organisee-par-l-a.jpg>

Une maire pose lors de la 106e session du Congrès des maires organisée par l'Association des maires de France (AMF), à Paris, le 19 novembre 2024 (Thomas SAMSON / AFP)

: LA PROVENCE

Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Par AFP Une maire pose lors de la 106e session du Congrès des maires organisée par l'Association des maires de France (AMF), à Paris, le 19 novembre 2024

PHOTO AFP / Thomas SAMSON

Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énervait-il.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

- "Signes décourageants" -

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

"On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal", a alerté Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France.

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive

à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.

Votre opinion compte pour nous. Rejoignez la communauté laprovence .com en réagissant sur l'article Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires



<https://pictures.laprovence.com/cdn-cgi/image//media/afp/748ec060253e4fe943444c80fab76f9f0647243d.jpg>



: CORSE-MATIN

Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Par AFP Une maire pose lors de la 106e session du Congrès des maires organisée par l'Association des maires de France (AMF), à Paris, le 19 novembre 2024

PHOTO AFP / Thomas SAMSON

Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énervait-il.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

- "Signes décourageants" -

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

"On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal", a alerté Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France.

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré lors à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive

à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.

Votre opinion compte pour nous. Rejoignez la communauté corse-matin .com en réagissant sur l'article Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires



<https://pictures.corsematin.com/cdn-cgi/image//media/afp/748ec060253e4fe943444c80fab76f9f0647243d.jpg>





TERRITOIRES

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

Les maires rassemblés en congrès à Paris ont posé en écharpe noire, hier, pour une photo afin de protester contre les ponctions prévues dans le projet de loi de finances 2025.

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de Cannes, devant le parterre d'élus rassemblés Porte de Versailles. *« J'avais annoncé que si on continuait, année après année, à être méprisés, les prochains gilets jaunes seraient en écharpe tricolore. Aujourd'hui, nos écharpes tricolores sont recouvertes de noir pour montrer que la mort des communes serait également la fin de l'État et la fin de la nation »*, a-t-il lancé.

Une contribution de « cinq milliards d'euros » est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

Le Premier ministre Michel Barnier a annoncé, vendredi, une réduction « significative » de l'effort pour les départements, dans une situation financière compliquée. Parmi les cinq mesures annoncées, deux concernent l'ensemble des collectivités, a précisé, hier, le cabinet de la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin. Il s'agit de l'abandon de la rétroactivité de la baisse du taux de Fonds de

compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), une aide à l'investissement pour les collectivités. La seconde mesure concerne le lissage sur quatre années, au lieu de trois, de la hausse des cotisations des employeurs territoriaux à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

Mais les communes réclament davantage. Le président du Sénat Gérard Larcher s'est, lui, déclaré favorable à ce que l'effort demandé soit réduit à deux milliards d'euros.

« Ce qu'on espère, c'est que ces mesures soient retirées, parce que non seulement elles sont injustes, mais elles contribueraient à la chute de l'investissement public local », a déclaré Antoine Homé, coprésident de la commission finances de l'AMF.

« Ce sont à la fois des mesures brutales, injustes et inefficaces. Si nous nous y opposons, c'est parce que nous défendons les services publics locaux », a-t-il ajouté. *« C'est un cri d'alerte. Nous sommes arrivés combattifs au Congrès. Nous représentons 8 % de la dette et on nous demande 25 % de l'effort. C'est beaucoup trop violent »*, a réagi de son côté

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France. *« On nous ponctionne pour limiter la dette, mais à la fin nous serons probablement obligés d'emprunter davantage pour boucler nos budgets »*, a-t-il ironisé.

Johanna Rolland, présidente de France urbaine, l'association qui rassemble les grandes villes et métropoles, a rappelé que les collectivités rassemblent « 70 % de l'investissement public » et que les 450 plus grandes représentent « 70 % des 70 % », mettant en garde contre un effet récessif alors que les annonces de plans sociaux se multiplient.

« On nous dit que ce sont les gros qui vont être touchés, mais nos grandes villes accueillent deux tiers des personnes en situation de pauvreté et parmi les communes membres de France urbaine, 50 % sont classées rurales par l'Insee », a-t-elle souligné. Michel Barnier est attendu demain, en clôture du Congrès de l'AMF. ■





TOURS

Les maires en écharpe noire, « J'avais annoncé que si on continuait année après année après agenda

Les maires en écharpe noire,

« J'avais annoncé que si on continuait année après année à être méprisés, les prochains Gilets jaunes seraient en écharpe tricolore. Aujourd'hui, nos écharpes tricolores sont recouvertes de noir pour montrer que la mort des communes serait également la fin de l'État et la fin de la Nation. » David Lisnard, maire LR de Cannes et président de l'Association des maires de France, réunis en congrès cette semaine, a pris la parole mardi 19 novembre 2024 après une photo commune inédite.

Porte de Versailles, à Paris, des centaines d'élus locaux ont en effet arboré une écharpe noire recouvrant leur écharpe tricolore, afin de protester contre les économies prévues dans le projet de loi de finances 2025.

Le coût de la facture fait débat

Une contribution de 5 milliards d'euro est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

Parmi les cinq mesures annoncées, deux concernent l'ensemble des collectivités, a précisé mardi le cabinet de la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin. Il s'agit de l'abandon de la rétroactivité de la baisse du taux de Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, une aide à l'investissement pour les collectivités. La seconde mesure concerne le lissage sur quatre années au lieu de trois de la hausse des cotisations des employeurs territoriaux à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

Michel Barnier attendu jeudi

« Ce sont à la fois des mesures brutales, injustes et inefficaces. Si nous nous y opposons, c'est parce que nous défendons les services publics locaux », a déclaré Antoine Homé, coprésident de la commission finances de l'AMF. « C'est un cri d'alerte. Nous représentons 8 % de la dette et on nous demande 25 % de l'effort. C'est beaucoup trop violent », a réagi de son côté Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France.

Après avoir annoncé vendredi dernière une réduction « significative » de l'effort demandé aux départements, le premier ministre Michel Barnier est attendu de pied ferme, ce jeudi, en clôture du congrès.

Avec AFP ■





TERRITOIRES

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

Les maires rassemblés en congrès à Paris ont posé en écharpe noire, hier, pour une photo afin de protester contre les ponctions prévues dans le projet de loi de finances 2025.

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de Cannes, devant le parterre d'élus rassemblés Porte de Versailles. « J'avais annoncé que si on continuait, année après année, à être méprisés, les prochains gilets jaunes seraient en écharpe tricolore. Aujourd'hui, nos écharpes tricolores sont recouvertes de noir pour montrer que la mort des communes serait également la fin de l'État et la fin de la nation », a-t-il lancé.

Une contribution de « cinq milliards d'euros » est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

Le Premier ministre Michel Barnier a annoncé, vendredi, une réduction « significative » de l'effort pour les départements, dans une situation financière compliquée. Parmi les cinq mesures annoncées, deux concernent l'ensemble des collectivités, a précisé, hier, le cabinet de la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin. Il s'agit de l'abandon de la rétroactivité de la baisse du taux de Fonds de

compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), une aide à l'investissement pour les collectivités. La seconde mesure concerne le lissage sur quatre années, au lieu de trois, de la hausse des cotisations des employeurs territoriaux à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

Mais les communes réclament davantage. Le président du Sénat Gérard Larcher s'est, lui, déclaré favorable à ce que l'effort demandé soit réduit à deux milliards d'euros.

« Ce qu'on espère, c'est que ces mesures soient retirées, parce que non seulement elles sont injustes, mais elles contribueraient à la chute de l'investissement public local », a déclaré Antoine Homé, coprésident de la commission finances de l'AMF.

« Ce sont à la fois des mesures brutales, injustes et inefficaces. Si nous nous y opposons, c'est parce que nous défendons les services publics locaux », a-t-il ajouté. « C'est un cri d'alerte. Nous sommes arrivés combattifs au Congrès. Nous représentons 8 % de la dette et on nous demande 25 % de l'effort. C'est beaucoup trop violent », a réagi de son côté

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France. « On nous ponctionne pour limiter la dette, mais à la fin nous serons probablement obligés d'emprunter davantage pour boucler nos budgets », a-t-il ironisé.

Johanna Rolland, présidente de France urbaine, l'association qui rassemble les grandes villes et métropoles, a rappelé que les collectivités rassemblent « 70 % de l'investissement public » et que les 450 plus grandes représentent « 70 % des 70 % », mettant en garde contre un effet récessif alors que les annonces de plans sociaux se multiplient.

« On nous dit que ce sont les gros qui vont être touchés, mais nos grandes villes accueillent deux tiers des personnes en situation de pauvreté et parmi les communes membres de France urbaine, 50 % sont classées rurales par l'Insee », a-t-elle souligné. Michel Barnier est attendu demain, en clôture du Congrès de l'AMF. ■





TOURS

Les maires en écharpe noire, « J'avais annoncé que si on continuait année après année après agenda

Les maires en écharpe noire,

« J'avais annoncé que si on continuait année après année à être méprisés, les prochains Gilets jaunes seraient en écharpe tricolore. Aujourd'hui, nos écharpes tricolores sont recouvertes de noir pour montrer que la mort des communes serait également la fin de l'État et la fin de la Nation. » David Lisnard, maire LR de Cannes et président de l'Association des maires de France, réunis en congrès cette semaine, a pris la parole mardi 19 novembre 2024 après une photo commune inédite.

Porte de Versailles, à Paris, des centaines d'élus locaux ont en effet arboré une écharpe noire recouvrant leur écharpe tricolore, afin de protester contre les économies prévues dans le projet de loi de finances 2025.

Le coût de la facture fait débat

Une contribution de 5 milliards d'euro est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

Parmi les cinq mesures annoncées, deux concernent l'ensemble des collectivités, a précisé mardi le cabinet de la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin. Il s'agit de l'abandon de la rétroactivité de la baisse du taux de Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, une aide à l'investissement pour les collectivités. La seconde mesure concerne le lissage sur quatre années au lieu de trois de la hausse des cotisations des employeurs territoriaux à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

Michel Barnier attendu jeudi

« Ce sont à la fois des mesures brutales, injustes et inefficaces. Si nous nous y opposons, c'est parce que nous défendons les services publics locaux », a déclaré Antoine Homé, coprésident de la commission finances de l'AMF. « C'est un cri d'alerte. Nous représentons 8 % de la dette et on nous demande 25 % de l'effort. C'est beaucoup trop violent », a réagi de son côté Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France.

Après avoir annoncé vendredi dernière une réduction « significative » de l'effort demandé aux départements, le premier ministre Michel Barnier est attendu de pied ferme, ce jeudi, en clôture du congrès.

Avec AFP ■





TERRITOIRES

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

Les maires rassemblés en congrès à Paris ont posé en écharpe noire, hier, pour une photo afin de protester contre les ponctions prévues dans le projet de loi de finances 2025.

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de Cannes, devant le parterre d'élus rassemblés Porte de Versailles. « J'avais annoncé que si on continuait, année après année, à être méprisés, les prochains gilets jaunes seraient en écharpe tricolore. Aujourd'hui, nos écharpes tricolores sont recouvertes de noir pour montrer que la mort des communes serait également la fin de l'État et la fin de la nation », a-t-il lancé.

Une contribution de « cinq milliards d'euros » est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

Le Premier ministre Michel Barnier a annoncé, vendredi, une réduction « significative » de l'effort pour les départements, dans une situation financière compliquée. Parmi les cinq mesures annoncées, deux concernent l'ensemble des collectivités, a précisé, hier, le cabinet de la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin. Il s'agit de l'abandon de la rétroactivité de la baisse du taux de Fonds de

compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), une aide à l'investissement pour les collectivités. La seconde mesure concerne le lissage sur quatre années, au lieu de trois, de la hausse des cotisations des employeurs territoriaux à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

Mais les communes réclament davantage. Le président du Sénat Gérard Larcher s'est, lui, déclaré favorable à ce que l'effort demandé soit réduit à deux milliards d'euros.

« Ce qu'on espère, c'est que ces mesures soient retirées, parce que non seulement elles sont injustes, mais elles contribueraient à la chute de l'investissement public local », a déclaré Antoine Homé, coprésident de la commission finances de l'AMF.

« Ce sont à la fois des mesures brutales, injustes et inefficaces. Si nous nous y opposons, c'est parce que nous défendons les services publics locaux », a-t-il ajouté. « C'est un cri d'alerte. Nous sommes arrivés combatifs au Congrès. Nous représentons 8 % de la dette et on nous demande 25 % de l'effort. C'est beaucoup trop violent », a réagi de son côté

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France. « On nous ponctionne pour limiter la dette, mais à la fin nous serons probablement obligés d'emprunter davantage pour boucler nos budgets », a-t-il ironisé.

Johanna Rolland, présidente de France urbaine, l'association qui rassemble les grandes villes et métropoles, a rappelé que les collectivités rassemblent « 70 % de l'investissement public » et que les 450 plus grandes représentent « 70 % des 70 % », mettant en garde contre un effet récessif alors que les annonces de plans sociaux se multiplient.

« On nous dit que ce sont les gros qui vont être touchés, mais nos grandes villes accueillent deux tiers des personnes en situation de pauvreté et parmi les communes membres de France urbaine, 50 % sont classées rurales par l'Insee », a-t-elle souligné. Michel Barnier est attendu demain, en clôture du Congrès de l'AMF. ■





TERRITOIRES

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

Les maires rassemblés en congrès à Paris ont posé en écharpe noire, hier, pour une photo afin de protester contre les ponctions prévues dans le projet de loi de finances 2025.

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de Cannes, devant le parterre d'élus rassemblés Porte de Versailles. « J'avais annoncé que si on continuait, année après année, à être méprisés, les prochains gilets jaunes seraient en écharpe tricolore. Aujourd'hui, nos écharpes tricolores sont recouvertes de noir pour montrer que la mort des communes serait également la fin de l'État et la fin de la nation », a-t-il lancé.

Une contribution de « cinq milliards d'euros » est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

Le Premier ministre Michel Barnier a annoncé, vendredi, une réduction « significative » de l'effort pour les départements, dans une situation financière compliquée. Parmi les cinq mesures annoncées, deux concernent l'ensemble des collectivités, a précisé, hier, le cabinet de la ministre du Parteilariat avec les territoires Catherine Vautrin. Il s'agit de l'abandon de la rétroactivité de la baisse du taux de Fonds de

compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), une aide à l'investissement pour les collectivités. La seconde mesure concerne le lissage sur quatre années, au lieu de trois, de la hausse des cotisations des employeurs territoriaux à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

Mais les communes réclament davantage. Le président du Sénat Gérard Larcher s'est, lui, déclaré favorable à ce que l'effort demandé soit réduit à deux milliards d'euros.

« Ce qu'on espère, c'est que ces mesures soient retirées, parce que non seulement elles sont injustes, mais elles contribueraient à la chute de l'investissement public local », a déclaré Antoine Homé, coprésident de la commission finances de l'AMF.

« Ce sont à la fois des mesures brutales, injustes et inefficaces. Si nous nous y opposons, c'est parce que nous défendons les services publics locaux », a-t-il ajouté. « C'est un cri d'alerte. Nous sommes arrivés combattifs au Congrès. Nous représentons 8 % de la dette et on nous demande 25 % de l'effort. C'est beaucoup trop violent », a réagi de son côté

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France. « On nous ponctionne pour limiter la dette, mais à la fin nous serons probablement obligés d'emprunter davantage pour boucler nos budgets », a-t-il ironisé.

Johanna Rolland, présidente de France urbaine, l'association qui rassemble les grandes villes et métropoles, a rappelé que les collectivités rassemblent « 70 % de l'investissement public » et que les 450 plus grandes représentent « 70 % des 70 % », mettant en garde contre un effet récessif alors que les annonces de plans sociaux se multiplient.

« On nous dit que ce sont les gros qui vont être touchés, mais nos grandes villes accueillent deux tiers des personnes en situation de pauvreté et parmi les communes membres de France urbaine, 50 % sont classées rurales par l'Insee », a-t-elle souligné. Michel Barnier est attendu demain, en clôture du Congrès de l'AMF. ■





TERRITOIRES

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

Les maires rassemblés en congrès à Paris ont posé en écharpe noire, hier, pour une photo afin de protester contre les ponctions prévues dans le projet de loi de finances 2025.

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de Cannes, devant le parterre d'élus rassemblés Porte de Versailles. *« J'avais annoncé que si on continuait, année après année, à être méprisés, les prochains gilets jaunes seraient en écharpe tricolore. Aujourd'hui, nos écharpes tricolores sont recouvertes de noir pour montrer que la mort des communes serait également la fin de l'État et la fin de la nation »*, a-t-il lancé.

Une contribution de « cinq milliards d'euros » est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

Le Premier ministre Michel Barnier a annoncé, vendredi, une réduction « significative » de l'effort pour les départements, dans une situation financière compliquée. Parmi les cinq mesures annoncées, deux concernent l'ensemble des collectivités, a précisé, hier, le cabinet de la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin. Il s'agit de l'abandon de la rétroactivité de la baisse du taux de Fonds de

compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), une aide à l'investissement pour les collectivités. La seconde mesure concerne le lissage sur quatre années, au lieu de trois, de la hausse des cotisations des employeurs territoriaux à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

Mais les communes réclament davantage. Le président du Sénat Gérard Larcher s'est, lui, déclaré favorable à ce que l'effort demandé soit réduit à deux milliards d'euros.

« Ce qu'on espère, c'est que ces mesures soient retirées, parce que non seulement elles sont injustes, mais elles contribueraient à la chute de l'investissement public local », a déclaré Antoine Homé, coprésident de la commission finances de l'AMF.

« Ce sont à la fois des mesures brutales, injustes et inefficaces. Si nous nous y opposons, c'est parce que nous défendons les services publics locaux », a-t-il ajouté. *« C'est un cri d'alerte. Nous sommes arrivés combattifs au Congrès. Nous représentons 8 % de la dette et on nous demande 25 % de l'effort. C'est beaucoup trop violent »*, a réagi de son côté

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France. *« On nous ponctionne pour limiter la dette, mais à la fin nous serons probablement obligés d'emprunter davantage pour boucler nos budgets »*, a-t-il ironisé.

Johanna Rolland, présidente de France urbaine, l'association qui rassemble les grandes villes et métropoles, a rappelé que les collectivités rassemblent « 70 % de l'investissement public » et que les 450 plus grandes représentent « 70 % des 70 % », mettant en garde contre un effet récessif alors que les annonces de plans sociaux se multiplient.

« On nous dit que ce sont les gros qui vont être touchés, mais nos grandes villes accueillent deux tiers des personnes en situation de pauvreté et parmi les communes membres de France urbaine, 50 % sont classées rurales par l'Insee », a-t-elle souligné. Michel Barnier est attendu demain, en clôture du Congrès de l'AMF. ■





TERRITOIRES

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

Les maires rassemblés en congrès à Paris ont posé en écharpe noire, hier, pour une photo, afin de protester contre les ponctions prévues dans le projet de loi de finances 2025.

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de Cannes, devant le parterre d'élus rassemblés Porte de Versailles. « J'avais annoncé que si on continuait, année après année, à être méprisés, les prochains gilets jaunes seraient en écharpe tricolore. Aujourd'hui, nos écharpes tricolores sont recouvertes de noir pour montrer que la mort des communes serait également la fin de l'État et la fin de la nation », a-t-il lancé.

Une contribution de « cinq milliards d'euros » est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

Le Premier ministre Michel Barnier a annoncé, vendredi, une réduction « significative » de l'effort pour les départements, dans une situation financière compliquée. Parmi les cinq mesures annoncées, deux concernent l'ensemble des collectivités, a précisé, hier, le cabinet de la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin. Il s'agit de l'abandon de la rétroactivité de la baisse du taux de Fonds de

compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), une aide à l'investissement pour les collectivités. La seconde mesure concerne le lissage sur quatre années, au lieu de trois, de la hausse des cotisations des employeurs territoriaux à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

Mais les communes réclament davantage. Le président du Sénat, Gérard Larcher s'est, lui, déclaré favorable à ce que l'effort demandé soit réduit à deux milliards d'euros.

« Ce qu'on espère, c'est que ces mesures soient retirées, parce que non seulement elles sont injustes, mais elles contribueraient à la chute de l'investissement public local », a déclaré Antoine Homé, coprésident de la commission finances de l'AMF.

« Ce sont à la fois des mesures brutales, injustes et inefficaces. Si nous nous y opposons, c'est parce que nous défendons les services publics locaux », a-t-il ajouté. « C'est un cri d'alerte. Nous sommes arrivés combattifs au Congrès. Nous représentons 8 % de la dette et on nous demande 25 % de l'effort. C'est beaucoup trop violent », a réagi de son côté

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France. « On nous ponctionne pour limiter la dette, mais à la fin nous serons probablement obligés d'emprunter davantage pour boucler nos budgets », a-t-il ironisé.

Johanna Rolland, présidente de France urbaine, l'association qui rassemble les grandes villes et métropoles, a rappelé que les collectivités rassemblent « 70 % de l'investissement public » et que les 450 plus grandes représentent « 70 % des 70 % », mettant en garde contre un effet récessif alors que les annonces de plans sociaux se multiplient.

« On nous dit que ce sont les gros qui vont être touchés, mais nos grandes villes accueillent deux tiers des personnes en situation de pauvreté et parmi les communes membres de France urbaine, 50 % sont classées rurales par l'Insee », a-t-elle souligné. Michel Barnier est attendu demain, en clôture du Congrès de l'AMF. ■





TERRITOIRES

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

Les maires rassemblés en congrès à Paris ont posé en écharpe noire, hier, pour une photo, afin de protester contre les ponctions prévues dans le projet de loi de finances 2025.

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de Cannes, devant le parterre d'élus rassemblés Porte de Versailles. *« J'avais annoncé que si on continuait, année après année, à être méprisés, les prochains gilets jaunes seraient en écharpe tricolore. Aujourd'hui, nos écharpes tricolores sont recouvertes de noir pour montrer que la mort des communes serait également la fin de l'État et la fin de la nation »*, a-t-il lancé.

Une contribution de « cinq milliards d'euros » est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

Le Premier ministre Michel Barnier a annoncé, vendredi, une réduction « significative » de l'effort pour les départements, dans une situation financière compliquée. Parmi les cinq mesures annoncées, deux concernent l'ensemble des collectivités, a précisé, hier, le cabinet de la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin. Il s'agit de l'abandon de la rétroactivité de la baisse du taux de Fonds de

compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), une aide à l'investissement pour les collectivités. La seconde mesure concerne le lissage sur quatre années, au lieu de trois, de la hausse des cotisations des employeurs territoriaux à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

Mais les communes réclament davantage. Le président du Sénat Gérard Larcher s'est, lui, déclaré favorable à ce que l'effort demandé soit réduit à deux milliards d'euros.

« Ce qu'on espère, c'est que ces mesures soient retirées, parce que non seulement elles sont injustes, mais elles contribueraient à la chute de l'investissement public local », a déclaré Antoine Homé, coprésident de la commission finances de l'AMF.

« Ce sont à la fois des mesures brutales, injustes et inefficaces. Si nous nous y opposons, c'est parce que nous défendons les services publics locaux », a-t-il ajouté. *« C'est un cri d'alerte. Nous sommes arrivés combattifs au Congrès. Nous représentons 8 % de la dette et on nous demande 25 % de l'effort. C'est beaucoup trop violent »*, a réagi de son côté

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France. *« On nous ponctionne pour limiter la dette, mais à la fin nous serons probablement obligés d'emprunter davantage pour boucler nos budgets »*, a-t-il ironisé.

Johanna Rolland, présidente de France urbaine, l'association qui rassemble les grandes villes et métropoles, a rappelé que les collectivités rassemblent « 70 % de l'investissement public » et que les 450 plus grandes représentent « 70 % des 70 % », mettant en garde contre un effet récessif alors que les annonces de plans sociaux se multiplient.

« On nous dit que ce sont les gros qui vont être touchés, mais nos grandes villes accueillent deux tiers des personnes en situation de pauvreté et parmi les communes membres de France urbaine, 50 % sont classées rurales par l'Insee », a-t-elle souligné. Michel Barnier est attendu demain, en clôture du Congrès de l'AMF. ■





TERRITOIRES

Les coupes budgétaires dénoncées par les maires

Les maires rassemblés en congrès à Paris ont posé en écharpe noire, hier, pour une photo, afin de protester contre les ponctions prévues dans le projet de loi de finances 2025.

Nous sommes 5 000 », s'est réjoui David Lisnard, président de l'Association des maires de France (AMF) et maire LR de Cannes, devant le parterre d'élus rassemblés Porte de Versailles. *« J'avais annoncé que si on continuait, année après année, à être méprisés, les prochains gilets jaunes seraient en écharpe tricolore. Aujourd'hui, nos écharpes tricolores sont recouvertes de noir pour montrer que la mort des communes serait également la fin de l'État et la fin de la nation »*, a-t-il lancé.

Une contribution de « cinq milliards d'euros » est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

Le Premier ministre Michel Barnier a annoncé, vendredi, une réduction « significative » de l'effort pour les départements, dans une situation financière compliquée. Parmi les cinq mesures annoncées, deux concernent l'ensemble des collectivités, a précisé, hier, le cabinet de la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin. Il s'agit de l'abandon de la rétroactivité de la baisse du taux de Fonds de

compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA), une aide à l'investissement pour les collectivités. La seconde mesure concerne le lissage sur quatre années, au lieu de trois, de la hausse des cotisations des employeurs territoriaux à la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales.

Mais les communes réclament davantage. Le président du Sénat Gérard Larcher s'est, lui, déclaré favorable à ce que l'effort demandé soit réduit à deux milliards d'euros.

« Ce qu'on espère, c'est que ces mesures soient retirées, parce que non seulement elles sont injustes, mais elles contribueraient à la chute de l'investissement public local », a déclaré Antoine Homé, coprésident de la commission finances de l'AMF.

« Ce sont à la fois des mesures brutales, injustes et inefficaces. Si nous nous y opposons, c'est parce que nous défendons les services publics locaux », a-t-il ajouté. *« C'est un cri d'alerte. Nous sommes arrivés combattifs au Congrès. Nous représentons 8 % de la dette et on nous demande 25 % de l'effort. C'est beaucoup trop violent »*, a réagi de son côté

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France. *« On nous ponctionne pour limiter la dette, mais à la fin nous serons probablement obligés d'emprunter davantage pour boucler nos budgets »*, a-t-il ironisé.

Johanna Rolland, présidente de France urbaine, l'association qui rassemble les grandes villes et métropoles, a rappelé que les collectivités rassemblent « 70 % de l'investissement public » et que les 450 plus grandes représentent « 70 % des 70 % », mettant en garde contre un effet récessif alors que les annonces de plans sociaux se multiplient.

« On nous dit que ce sont les gros qui vont être touchés, mais nos grandes villes accueillent deux tiers des personnes en situation de pauvreté et parmi les communes membres de France urbaine, 50 % sont classées rurales par l'Insee », a-t-elle souligné. Michel Barnier est attendu demain, en clôture du Congrès de l'AMF. ■





www.lepaysdefrance.fr Le Pays De France - Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Paris - Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énervait-il.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

- "Signes décourageants" -

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue.

Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré lors à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.

(M.LaRue--LPdF)

<https://www.lepaysdefrance.fr/media/shared/articles/6d/95/84/Au-Congr--s-des-maires--tir-group---771148.jpg>



<https://www.lepaysdefrance.fr/media/shared/articles/6d/95/84/Au-Congr--s-des-maires--tir-group---771148.jpg>



<https://www.lepaysdefrance.fr/img/images/lpf.jpg>



www.wargny.com/fr Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été

autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énervait-il.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

"Signes décourageants"

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue. "On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal", a alerté Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France. Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré lors à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.



Votez pour cet article

<https://www.wargny.com/media/articles/afp/au-congres-des-maires-tir-groupe-des-elus-locaux-contre-les-coupes-budgetai/une-maire-pose-lors-de-la-106e-session-du-congres-des-maires-organisee-par-l-a.jpg>



<https://www.wargny.com/media/articles/afp/au-congres-des-maires-tir-groupe-des-elus-locaux-contre-les-coupes-budgetai/une-maire-pose-lors-de-la-106e-session-du-congres-des-maires-organisee-par-l-a.jpg>

Une maire pose lors de la 106e session du Congrès des maires organisée par l'Association des maires de France (AMF), à Paris, le 19 novembre 2024 (Thomas SAMSON / AFP)



www.capitol.fr Au Congrès des maires, tir groupé des élus locaux contre les coupes budgétaires

| AFP | 24 | Aucun vote sur cette news Une maire pose lors de la 106e session du Congrès des maires organisée par l'Association des maires de France (AMF), à Paris, le 19 novembre 2024 (Thomas SAMSON / AFP)

Opération "mairie fermée", écharpes noires et conférences de presse démultipliées au Congrès des maires: le monde des élus locaux n'a jamais été autant en ébullition face à un projet de budget accusé de menacer l'investissement et les services publics.

Sur le répondeur téléphonique d'une mairie du Gard, le message tourne en boucle: "La mairie de Cendras participe à l'opération +Mairie fermée+ du 19 au 21 novembre portée par l'Association des maires ruraux du Gard".

Pour protester contre l'austérité des mesures budgétaires prévues pour les collectivités en 2025 par le précédent gouvernement, reprises par le nouveau, une cinquantaine de mairies du département participent à l'opération.

"L'idée de nous faire porter la responsabilité de la dette me met en colère", déplore auprès de l'AFP Sylvain André, maire de cette commune de 1.600 habitants.

"Dans nos mairies, nos budgets sont à l'équilibre. Nous sommes comme un ménage, on ne dépense pas ce que l'on n'a pas. Pour chaque projet, le banquier nous donne un accord ou pas", s'énervait-il.

Une contribution de "cinq milliards d'euros" est demandée aux collectivités, dont trois milliards aux 450 plus grandes, mais les associations d'élus évaluent plutôt la facture à 11 milliards d'euros.

A Paris, le Congrès des maires qui se tient jusqu'à jeudi est l'occasion de toutes les revendications, alors que plus de 10.000 élus locaux sont annoncés, ainsi qu'une vingtaine de ministres dont le Premier d'entre eux, Michel Barnier, au discours très attendu en clôture de l'événement.

Après une photo commune de 5.000 maires arborant l'écharpe noire mardi, une centaine d'élus socialistes se sont réunis mercredi derrière une banderole sur laquelle était inscrit "Ecole, police, soignants, associations... On supprime quoi ? Non à la casse des services publics".

Dans une rare conférence de presse commune, huit associations d'élus ont également réitéré leur opposition aux restrictions budgétaires.

"Les mesures proposées sont des mesures récessives qui, à la fin, auront un effet récessif sur les rentrées budgétaires de l'Etat", a averti le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard.

"Signes décourageants"

"Dans nos villes populaires, il y a beaucoup d'inquiétudes sur ce budget. Ca va impacter lourdement les habitants, mais également les associations qui sont (...) la vie démocratique et la vie sociale dans nos communes", a prévenu de son côté Gilles Leproust, président de Ville et Banlieue. "On nous qualifie souvent d'amortisseurs sociaux. Quand on enlève les amortisseurs, quand il y a un crash démocratique, c'est le risque qui est devant nous, ça fait très mal", a alerté Christophe Bouillon, président de l'Association des petites villes de France. Jean-François Debat, président par intérim de Villes de France, l'association des villes moyennes, dénonce en particulier "la brutalité" et le côté "totalement excessif, violent", de la méthode suivie par le nouveau gouvernement.

D'autres craignent des répercussions sur le moral et les motivations des élus. "Ces ponctions seraient un élément de plus qui envoie des signes décourageants aux équipes municipales. Dans un an et demi, c'est le renouvellement, et il faut que ceux qui vont vouloir se présenter se disent qu'ils pourront agir", juge Sébastien Gouttebel, représentant des maires ruraux.

Selon la ministre du Partenariat avec les territoires Catherine Vautrin, 2.400 maires ont démissionné depuis le début de leur mandat en juin 2020. "C'est 40 de plus par an lors de ce mandat", a-t-elle déclaré à la presse mercredi.

D'après les chiffres officiels tirés du Répertoire national des élus, les démissions sont passées de 485 en moyenne par an lors du précédent mandat à 529 lors de celui-ci.

Des chiffres à prendre toutefois avec précaution, prévient le ministère, compte-tenu d'un changement des modes de calcul en 2021.

Venu au secours des maires, le président du Sénat Gérard Larcher a réitéré son intention de vouloir limiter l'effort des collectivités à "2 milliards et de réaliser les 3 milliards d'économies ailleurs".

"Le sujet global du gouvernement, c'est de ramener le déficit public à 5% (...) Après si en échangeant avec les parlementaires, on arrive à trouver des économies ailleurs et à moins faire d'économies avec les collectivités, pourquoi pas ?", lui a répondu Catherine Vautrin.



Copyright © 2024 AFP. Tous droits de reproduction et de représentation réservés.

Toutes les informations reproduites dans cette rubrique (dépêches, photos, logos) sont protégées par des droits de propriété intellectuelle détenus par l'AFP. Par conséquent, aucune de ces informations ne peut être reproduite, modifiée, transmise, rediffusée, traduite, vendue, exploitée commercialement ou utilisée de quelque manière que ce soit sans l'accord préalable écrit de l'AFP. L'AFP ne pourra être tenue pour responsable des délais, erreurs, omissions, qui ne peuvent être exclus ni des conséquences des actions ou transactions effectuées sur la base de ces informations.



<https://www.capitol.fr/media/articles/afp/au-congres-des-maires-tir-groupe-des-elus-locaux-contre-les-coupes-budgetai/une-maire-pose-lors-de-la-106e-session-du-congres-des-maires-organisee-par-l-a.jpg>